

Service protection animale et environnement  
4, rue de Vinetz  
CS 40266 - cedex  
51011 Châlons-En-Champagne

Châlons-En-Champagne, le 02/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCEA BOURON**

51600 Saint-Remy-Sur-Bussy

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement SCEA BOURON implanté 51600 Saint-Remy-sur-Bussy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA BOURON
- 51600 Saint-Remy-sur-Bussy
- Code AIOT : 0055100298
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

La SCEA BOURON exploite un élevage de 65 000 emplacements de volailles de chair.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 Arrêté préfectoral du 28/06/2010, article 19.2	Demande d'action corrective	4 mois
2	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)	Arrêté préfectoral du 28/06/2010, article 19.2	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 Arrêté préfectoral du 28/06/2010, article 12	Sans objet
4	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
5	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
6	Effectifs d'animaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 28/06/2010, article 2.1	Sans objet
7	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/06/2010, article 17.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le forage n'est pas suffisamment protégé.

La consommation annuelle en eau de l'élevage est supérieure au volume déclaré dans le dossier.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 – Arrêté préfectoral du 28/06/2010, article 19.2

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Article 18 de l'arrêté Ministériel du 27/12/2013

« Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. [...] »

Article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2010

« [...] *Caractéristiques du forage*

Ce forage présente les caractéristiques suivantes :

[...]

3. tête de forage protégée par un capot de fermeture ou tout autre dispositif de fermeture équivalent permettant un parfait isolement des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles ;

4. le plafond du local ou de la chambre de comptage dépasse d'au moins 0,5 mètre le niveau du terrain naturel ;

5. une chambre étanche est créée de telle sorte que la tête de forage dépasse au minimum de 0,5 mètre (longueur de tube plein) au-dessus du plancher de cette chambre; cette chambre étanche est équipée d'un réceptacle vide-cave ; [...]

*Consommation en eau*

[...] L'exploitant établit un bilan comparatif des consommations d'eau d'une année sur l'autre, avec une analyse des écarts observés. [...] »

**Constats :**

Les consommations en eau sont enregistrées mensuellement.

D'après les relevés, environ 2700 m<sup>3</sup> en 2022 et 3000 m<sup>3</sup> en 2023 ont été utilisés, volume supérieur à celui estimé dans le dossier (2500 m<sup>3</sup>). L'exploitant s'est interrogé sur les raisons de cette différence.

La chambre du forage est recouvert d'une plaque. Aucune matière dangereuse n'est stockée sur la mezzanine, disposée au-dessus de la chambre de comptage.

L'intérieur de la chambre de comptage (en parpaing) ainsi que les deux rangs de parpaings (non scellés) et disposés autour de la chambre ne sont pas revêtus d'un enduit étanche.

Absence de pompe vide-cave.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 mois

## N° 2 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 28/06/2010, article 19.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 19.2 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2010 « [...] <i>Suivi de la qualité de l'eau</i> Une analyse de l'eau du forage est réalisée 2 fois par an dont au moins une en période de basses eaux (en général pendant les mois de septembre et octobre) et une autre en période de hautes eaux (en général pendant les mois de mars à avril). Le prélèvement est effectué avant traitement le cas échéant et les paramètres recherchés sont les suivants : pH, dureté, chlorures, fer, sulfates, nitrates, nitrites, azote ammoniacal, bactéries aérobies revivifiables, coliformes totaux, Escherichia coli, entérocoques intestinaux, et bactéries anaérobies sulfito-réductrices.»
<b>Constats :</b>  Vus les résultats d'analyses du 13/11/23 et du 13/04/24. Les chlorures, sulfates et nitrites n'y sont pas recherchés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 3 : Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6, Arrêté préfectoral du 28/06/2010, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation et aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 6 de l'arrêté ministériel du 27/12/2013 «L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.»  Article 12 de l'arrêté préfectoral du 28/06/2010 « L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'élevage dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet, les ouvrages de stockages (effluents ou aliments) et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement, etc.). Une haie est implantée au nord-est du nouveau bâtiment (coté village), sur toute la longueur du bâtiment. Elle est constituée d'essences locales à croissance rapide. La plantation est réalisée à l'automne 2010 et atteindra deux mètres au plus tard cinq ans après la plantation. La haie est régulièrement entretenue. ».
<b>Constats :</b>  Les abords et sas des bâtiments sont en bon état de propreté. Présence d'une haie d'essences locales et maintenue en bon état, située côté Nord Est du bâtiment, en direction du village.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - conforme

#### N° 4 : Déclaration des émissions polluantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » [...] »
<b>Constats :</b>  La dernière déclaration des émissions polluantes concerne l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - conforme

#### N° 5 : Collecte des eaux de pluie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  « Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.»
<b>Constats :</b>  Les toitures des deux bâtiments sont en bon état. Les eaux de toiture s'écoulent le long des bâtiments. Aucune accumulation d'eau au niveau du sol. Les deux bâtiments sont équipés d'une dalle en béton au niveau des entrées avant et arrière et entourée de cailloux et d'herbe. Les eaux de pluies du second bâtiment s'écoulent des dalles vers les cailloux et la zone enherbée à proximité. Aucune accumulation d'eau observée à ces niveaux. Selon les explications de l'exploitant, - les effluents liquides et les eaux de lavage sont mélangées et évacuées avec la litière lors du curage, - au niveau des dalles en béton, à chaque curage, les effluents résiduels sont balayés et évacués. Aucune trace d'effluent au niveau de ces secteurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - conforme

**N° 6 : Effectifs d'animaux autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/06/2010, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA BOURON est autorisée à exploiter un élevage de 65 000 emplacements de volailles.
<b>Constats :</b>  D'après la dernière facture, 56 792 poussins ont été mis en place, inférieurs au nombre d'emplacements autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - conforme

**N° 7 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  «[...] En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets « ou les volailles » par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. [...] »
<b>Constats :</b>  Vu la présence d'un congélateur fonctionnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite - conforme

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/06/2010, article 17.2.2

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité-incendie

**Prescription contrôlée :**

«Protection externe :

La défense externe est assurée par une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> implantée sur l'emprise de son exploitation.

Le point d'aspiration est toujours d'un accès facile et aménagé au plus près de la réserve afin de constituer une aire ou plate-forme dont la superficie est telle que la manœuvre des engins et la manipulation du matériel puissent s'effectuer aisément.

Cette superficie est au minimum de 32 m<sup>2</sup> (8 mètres de longueur sur 4 mètres de largeur).

La distance maximale entre l'aire de stationnement des engins d'incendie et le point d'aspiration ne doit pas excéder 6 mètres.

La hauteur pratique d'aspiration ne devra pas dépasser 5 mètres au-dessous de l'axe de la pompe avec une immersion de la crépine de 0,80 mètre au dessous du niveau le plus bas du plan d'eau.

La réserve sera utilisable à tout moment et signalée par une pancarte très visible indiquant sa capacité en eau minimum. [...]

Afin d'assurer la sécurité des personnes, un grillage de 2 mètres de hauteur, muni d'un portillon pour permettre l'accès aux pompiers et à l'entretien, est installé autour de la réserve d'eau.

En cas d'indisponibilité de la réserve, opération de vidange notamment, il conviendra d'en informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS).»

**Constats :**

Présence d'une poche à incendie de 120 m<sup>3</sup> et d'une pancarte de signalisation du volume.

Une aire dégagée d'environ 10 m sur 10 m, devant le point d'aspiration, permet le stationnement et l'accessibilité des engins de secours à la réserve incendie.

**Type de suites proposées :** Sans suite - conforme